



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

SC/SC

C:\Documents and Settings\CARDINS.PREFECTURE\Mes documents\DOC WORD\SONIA\ARRETE
DIVERS\ar-fermeture-ARNAUD-Boussais.doc

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**ARRETE n°4524 relatif à la fermeture administrative de
la carrière exploitée par la société ARNAUD, sise au lieu-
dit « Les Communaux», sur la commune de Boussais**

Le Préfet des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Minier ;

VU le code de l'environnement et notamment le livre V – titre 1, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du code précité et notamment ses articles 23-6 et 34-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1973 autorisant la société ARNAUD à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de Boussais, ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mai 1981 autorisant la société ARNAUD à renouveler l'exploitation de ladite carrière jusqu'au 25 mai 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2000 portant modification des conditions de réaménagement de ladite carrière ;

VU le procès-verbal de récolement en date du 23 mai 2006 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement – Subdivision des Deux-Sèvres à Niort ;

VU l'avis émis par la commission départementale des carrières le 8 juin 2006 ;

Le pétitionnaire consulté ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R Ê T E :

ARTICLE 1er – La fermeture administrative de la carrière « Les Communaux » sur la commune de Boussais, exploitée par la société ARNAUD, est autorisée. A compter de la publication de cet arrêté, la législation relative à la police des carrières ne sera plus applicable.

Les arrêtés préfectoraux des 31 janvier 1973, 25 mai 1981 et 25 août 2000 susvisés sont abrogés.

ARTICLE 2 : Les garanties financières peuvent être levées en totalité à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3– Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : - Cet arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois par les soins du maire de la commune de Boussais. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au Préfet ;

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le sous-préfet de Parthenay, le Maire de Boussais et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à la société ARNAUD.

NIORT, le 23 juin 2006

Pour Le Préfet,
Par délégation,
Le secrétaire général de la Préfecture
Jean-Yves CHIARO